

ÉCONOMIE

Enedis Bretagne accélère l'adaptation du réseau

Dans le sillage de la tempête Ciaran, Enedis Bretagne va mettre sur pied, pour l'été 2024, un programme pluriannuel de renforcement du réseau électrique. Les renouvelables boostent ses investissements.

Bruno Salaün

23 000 chantiers après Ciaran

C'est le nombre de chantiers assurés par Enedis, en Bretagne, depuis la tempête Ciaran. « C'est colossal ! Habituellement, on en fait 6 000 par an », commente le directeur régional Jean-Philippe Larmarcade. « Après les dépannages et la reconstruction, nous sommes, jusqu'à fin mars, dans une phase de consolidation du réseau. Ce sont entre 1 200 et 1 400 chantiers par semaine sur lesquelles travaillent 28 équipes chaque jour, 24 venues d'autres régions et quatre qui sont bretonnes », complète-t-il.

Viendra ensuite le temps d'un programme massif d'adaptation du réseau au changement climatique sur une période de quatre à dix ans. « On va regarder ce qui se fait dans d'autres pays européens et notamment au Danemark, qui connaît régulièrement des vents encore plus violents qu'en Bretagne. Le plan sera arrêté à l'été 2024 », entrevoit Jean-Philippe Larmarcade. « Un exemple : est-ce une bonne idée de garder un réseau aérien en zone boisée ? On n'a jamais autant investi, depuis 2014, sur l'élagage. On passe tous les trois ans sur chaque tronçon. Mais quand un arbre tombe, la ligne part avec. Ça nous conduira sans doute à opter pour du souterrain ou à changer le tracé », illustre-t-il. À l'heure actuelle, globalement, 99 % des nouveaux tronçons sont enterrés.



Le personnel d'Enedis multiplie les interventions, partout en Bretagne, pour consolider le réseau électrique après le passage de la tempête Ciaran. Photo Lionel Le Saux

258 M€ investis

C'est le montant des investissements d'Enedis Bretagne, en 2023, sur une partie des 108 000 km de réseau. « On a mis 40 M€ dans le renforcement du réseau. On prévoit de passer à 60 M€ d'ici quatre ans », indique le directeur régional. Mais c'est l'envolée des énergies renouvelables qui tire les investissements vers le haut. « Un exemple : le raccordement des installations de panneaux photovoltaïques supérieures à 36 kW sur des ombrières de parkings, hangars agricoles, toitures d'entreprises ou de gros bâtiments. On en faisait 150 en 2022, 790 en 2023, de 1 500 à 2 000 en 2024 », livre-t-il.

19 727 centrales photovoltaïques

Dans la même dynamique, la Bretagne comptait, fin 2023, 19 727 cen-

trales photovoltaïques en autoconsommation individuelle pour une puissance installée globale de 124 MW, selon l'Observatoire français de la transition écologique mis en ligne par Enedis. Fin 2022, leur nombre plafonnait à 9 626 pour 62,6 MW. Enedis a, par ailleurs, enregistré 31 opérations d'autoconsommation collective. « On a aussi des demandes pour une cinquantaine de gros projets de plusieurs MW par an, en Bretagne, dans des friches, carrières, des délaissés de routes ou d'aéroports. Des installations de 100 ou 200 kW, on en a aussi plusieurs milliers par an », signale Jean-Philippe Larmarcade.

73 455 bornes de recharge

Les besoins de raccordement touchent également les mobilités. D'après l'Observatoire, 73 455 bornes de recharge de véhicules électri-

ques étaient opérationnelles en Bretagne, fin 2023, dont 46 189 en résidentiel, 22 281 en entreprise et 4 985 accessibles au public. Enedis table sur au moins 500 bornes de recharge rapide en Bretagne fin 2024.

1 700 salariés en Bretagne

« Nous en recrutons plus d'une centaine par an dont 70 apprentis. Nous avons besoin de féminiser (18 % de nos effectifs en 2023) comme nous avons besoin d'attirer les jeunes vers les métiers de l'électricité. C'est l'ambition des écoles des réseaux de la transition écologique en bac pro Métiers de l'électricité dans quatre lycées bretons pour le moment. À la rentrée, on espère ouvrir des classes de BTS car, en plus de techniciens, on a besoin de contremaître de chantier, de chargés de projet », livre le directeur régional.

En bref

Plus de 250 salariés d'Yves Rocher ont débrayé dans le Morbihan



Photo Intersyndicale Yves Rocher

Le climat est tendu chez Rocher, le groupe breton (16 000 salariés, 2,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires) connu pour sa marque de cosmétiques Yves Rocher. Alors qu'un accord supprimant plusieurs centaines de postes a été signé pour redresser la barre, après le creux de la crise sanitaire, dans le Morbihan, entre 200 et 250 salariés des trois sites de La Gacilly et de ceux de Rieux et Ploërmel ont débrayé, mardi, à l'appel de la CGT, FO et la CFDT. Au cœur des griefs : les négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires. « Nous demandions des augmentations à la hauteur de l'inflation. Mais la direction a refusé : ce sera 0 % », explique Erwan Castel, délégué syndical central CGT.

À Brest, Chalair annonce la reprise de deux liaisons, avec Pau et Kerry



Photo d'archives Jean Le Borgne

On a appris, mercredi, la reprise des lignes aériennes saisonnières depuis Brest vers Pau (Béarn) et Kerry (Irlande), par la compagnie Chalair. Ces rotations seront assurées dans un appareil de type ATR 72 de 70 sièges, en direct et sans escale. Concernant la ligne Brest-Pau, les vols auront lieu chaque samedi, du 29 juin au 51 août. La rotation vers Kerry se fera également le samedi, du 29 juin au 21 septembre. Conséquence : aucun vol commercial ne décollera, cet été, depuis Quimper. British Airways a renoncé à sa liaison avec London City et les lignes saisonnières, Kerry (Irlande) et Pau, reprendront, depuis Brest, donc, avec Chalair.

Renault : une excellente année 2023 avec un résultat net de 2,2 milliards d'euros

Le groupe Renault a confirmé son retour en piste après des années difficiles en publiant, mercredi, un résultat net (part du groupe) pour l'année 2023 de près de 2,2 milliards d'euros. La marge opérationnelle (le ratio entre le résultat d'exploitation et le chiffre d'affaires) atteint 7,9 %, un record pour le groupe, a indiqué Renault dans un communiqué.

Nucléaire : EDF fait appel à une filiale d'Amazon

● EDF a décidé de faire appel à Amazon Web Services (AWS), filiale du géant américain du commerce, pour gérer une partie du système d'information consacré aux pièces de son parc nucléaire, a dit le groupe, confirmant une information du Canard Enchaîné.

« Pour accompagner dans la durée le parc nucléaire en exploitation, EDF a décidé de moderniser une partie de son système d'information dit de gestion. Dans le cadre de ces travaux, plusieurs partenaires IT (informatique et technologies), dont AWS, ont été sélectionnés pour venir compléter l'offre des

data centers et des compétences internes », a indiqué l'électricien français.

« Enjeu majeur pour le groupe »

Prise au printemps dernier, la décision vise à numériser et sauvegarder les références des pièces des centrales, de manière notamment à mieux gérer le stock de pièces disponibles et ainsi fluidifier la maintenance des réacteurs, dont l'État souhaite allonger la durée de vie, explique Le Canard Enchaîné.

Cette démarche a été entreprise « dans le respect des exigences, en

termes notamment de cybersécurité, enjeu majeur pour le groupe », insiste EDF, alors que Le Canard Enchaîné s'alarme que ces données se trouvent ainsi hébergées par une entreprise américaine plutôt que, par exemple, par les français Outscale, filiale de Dassault spécialisée dans le cloud. Selon l'hebdomadaire, cette réforme se chiffre à quelque 860 millions d'euros. EDF indique pour sa part qu'il ne fera « pas de commentaires ni sur le contenu du contrat, ni sur les dimensions financières, ces informations étant couvertes par le secret en matière commerciale et

industrielle ». AWS est la branche de « cloud » (informatique à distance) d'Amazon, leader mondial de ce marché.



Amazon s'appuie sur sa filiale Amazon Web Services pour proposer des services informatiques. Photo R.Ghemet/EMA